



PREFET DE VAUCLUSE

Direction Départementale des Territoires
Service Eau Environnement et Forêt
Affaire suivie par :Hélène CLOAREC
Tél : 04 88 17 85 77
Courriel :helene.cloarec@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ n° DDT/SEEF/Chasse/SL-2020/111
Portant autorisation de tirs de régulation sur sangliers
sur les communes d'Althen-les-Paluds, Carpentras,
Pernes-les-Fontaines et Entraigues-sur-la-Sorgue.

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.427-1 à L.427-7 et R.427-1 et R.427-3 ;

VU la circulaire ministérielle du 05 juillet 2011 définissant le cadre dans lequel ont lieu les battues administratives dont l'organisation revient aux lieutenants de louveterie ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 portant nomination des lieutenants de louveterie du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 septembre 2018 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2019 donnant subdélégation de signature de la directrice départementale des territoires aux chefs de service ;

VU l'avis favorable de la Fédération départementale des Chasseurs ;

Considérant les effectifs de sangliers présents sur les communes d'Althen-les-Paluds, Carpentras, Pernes-les-Fontaines et Entraigues-sur-la-Sorgue et les dangers qu'ils représentent, risques de collisions et les dommages que ceux-ci occasionnent aux cultures ;

A R R Ê T É

ARTICLE 1^{er} :

M. Dominique ORCHILLER, lieutenant de louveterie, est chargé de la mise en œuvre de tirs de régulation sur sangliers sur les communes d'Althen-les-Paluds, Carpentras, Pernes-les-Fontaines et Entraigues-sur-la-Sorgue.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté prend effet à la date de signature et court jusqu'au 31 juillet 2020.

ARTICLE 3 :

Pour l'organisation de ces missions, le lieutenant de louveterie, responsable des opérations, peut être accompagné par toutes autres personnes à sa convenance, dans le respect des normes sanitaires.

ARTICLE 4 :

Au cours de ces différentes opérations, il doit être procédé, de jour comme de nuit, par tous moyens à la destruction des sangliers présents au sein de ce territoire.

ARTICLE 5 :

Le directeur des opérations veillera à informer à l'avance, de chacune des interventions, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité (OFB), la direction départementale des territoires, le maire et la brigade locale de gendarmerie ou le commissariat de police.

ARTICLE 6 :

Pour se signaler, le lieutenant de louveterie pourra s'il le juge nécessaire utiliser tout moyen à sa convenance et notamment utiliser sur son véhicule un gyrophare de couleur verte en dehors de voies ouvertes à la circulation publique.

ARTICLE 7 :

Les animaux abattus seront, soit conduits à l'équarrissage, soit partagés à la diligence du lieutenant de louveterie (agriculteurs ayant subi des dégâts, participants ou œuvres caritatives, à charge pour celles-ci de faire réaliser les contrôles sanitaires imposés par la réglementation en vigueur).

ARTICLE 8 :

À l'expiration du présent arrêté, un compte-rendu détaillé des différentes opérations entreprises sera établi et adressé à la direction départementale des territoires.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté peut être contesté auprès du Tribunal administratif de Nîmes dans les deux mois suivant sa publication.

Le Tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par l'application informatique « Telerecours Citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 10 :

La directrice départementale des territoires, le lieutenant de louveterie directeur des opérations, le commandant du groupement de gendarmerie de Vaucluse, le directeur départemental de la police nationale, le chef du service départemental de l'OFB, le président de la fédération départementale des chasseurs, le chef de l'unité territoriale de l'ONF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie d'Althen-les-Paluds, Carpentras, Pernes-les-Fontaines et Entraigues-sur-la-Sorgue.

Fait à Avignon, le - 2 JUIN 2020

Pour le Préfet et par délégation,

Le chef adjoint du service eau,
environnement et forêt,


Jean-Marc COURDIER

